

COLLECTIF STOP-AUTOROUTE

“Pour sortir du tout routier”

-
A.P.E. 2 rue du Nord
75018 PARIS

-
V.B.A. Boite Postale 24
17290 Aigrefeuille d'Aunis

A Madame Delphine Batho
Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

A Monsieur Frédéric Cuvillier
Ministre Délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche

Madame la Ministre,

Dans le communiqué de votre ministère qui a suivi le conseil des ministres du 18 juillet, il est indiqué que la conférence environnementale prévue pour les 14 et 15 septembre 2012 "concrétisera la volonté du gouvernement d'agir dans la concertation, mais aussi dans la durée face aux enjeux du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité et de la crise énergétique."

Le secteur qui nous réunit en collectif d'associations tient une grande place dans chacun des trois enjeux cités. Les transports routiers occasionnent une grande partie des émissions de gaz à effet de serre. Le transport par les infrastructures et les pollutions induites nuit sans conteste à la biodiversité des territoires traversés. Les modes de transports routiers utilisent une énergie non renouvelable, d'un coût de plus en plus élevé impactant significativement les revenus des citoyens, et dont l'impact des rejets sur la santé contribue pour une large part au déficit de la sécurité sociale.

Les politiques nationales de transport ont toujours été conçues et élaborées à partir de données et de prévisions des besoins et dans un but de gestion du trafic constaté ou extrapolé. Pour répondre aux enjeux cités ci - dessus et dans les perspectives établies dans votre interview : " Je vous confirme la détermination du gouvernement à engager la transition énergétique et la transition écologique ", (REUTERS) il nous paraît évident qu'il faut passer de la gestion du trafic à la maîtrise de la mobilité. Dans cette perspective, nous condamnons la poursuite de la politique autoroutière et routière qui persiste actuellement dans un total déni du changement des paramètres de base, en faisant complètement abstraction des enjeux pré-cités et des engagements internationaux de lutte

contre les émissions de gaz à effet de serre, dans une course en avant qui rendra la transition encore plus difficile et douloureuse.

La perte de la biodiversité, enjeu d'avenir, est inhérente à tous les projets d'infrastructures de transport et demande donc une évaluation précise et objective pour permettre une décision pertinente. Après des études sur le terrain, des avis de naturalistes et de scientifiques, des zones particulièrement sensibles et fragiles ont été reconnues d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF), et désignées, au niveau européen, au titre du réseau de sites NATURA 2000. Ces dénominations ne s'octroient pas de façon irréfléchie et inconséquente. Elles marquent une connaissance, une reconnaissance et la nécessité de protection de milieux et d'espèces. Elles sont également le fruit d'un investissement en temps de nombreuses personnes (administratifs, scientifiques, associatifs...); tandis que des budgets ont été alloués pour que se concrétise une protection efficace et durable de la biodiversité.

Nous souhaitons aussi insister sur un nouvel enjeu directement lié aux infrastructures de transport, à la biodiversité et à l'énergie : la consommation de terres agricoles et l'artificialisation des sols. Le réseau routier et autoroutier français est important et rend les services attendus. Les infrastructures à l'étude ou en projet sont des 'plus' envisagés souvent pour gagner une 'poignée' de minutes sur un trajet. Passant le plus souvent dans des zones à l'écart des grands flux et connues pour leur fragilité environnementale, ces projets sont de grands consommateurs de terres agricoles pourtant précieuses en vue d'une production alimentaire de qualité et de proximité.

Enfin, la réflexion sur la transition énergétique ne peut s'exonérer d'une analyse économique des apports supposés à la croissance qu'apporterait la création de nouvelles infrastructures routières et autoroutières. Nombre de chercheurs universitaires économistes, s'accordent pour dénoncer le soi-disant effet "producteur de richesse" et l'utilisation abusive du concept de "désenclavement".

La hausse du prix du carburant et les perspectives à venir vont mettre le coût des transports au cœur de la transition, cette transition indispensable vers un mode de vie et de consommation re-localisée. Cette transition implique une offre alternative de transport renforcée, subventionnée et pertinente. D'après le Schéma National des Infrastructures de Transport, les projets routes, autoroutes dit "avancés" nécessiteraient un budget de 5 580 Millions d'Euros. Ces projets ont été mis à l'étude et ont été instruits par de précédents gouvernements, parfois depuis fort longtemps, dans des perspectives et en fonction d'enjeux différents, et non actuels. La "nécessaire continuité de l'Etat" ne suffit pas aujourd'hui à leur donner une justification.

Au regard des enjeux qui guident la conférence environnementale, le collectif "Stop-autoroute" demande que les projets d'infrastructures routières soient réétudiés, réévalués et que leur utilité publique soit réexaminée au vu des nouveaux critères rendus prioritaires par la conjoncture sociale, économique et environnementale.

La nécessaire transition de notre société vers une sobriété dans les transports et dans la consommation d'énergie demande une réorientation urgente des fonds publics vers des alternatives : rail, transports collectifs, maritimes ou fluviaux ne demandent que des investissements pour remplir leur rôle.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'expression de notre haute considération.

Pour le Collectif, le 12 septembre 2012
Nelly Verdier

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nelly Verdier', written in a cursive style. The signature is enclosed within a faint, light-colored rectangular box.

Copie à

Madame Cécile DUFLOT Ministre de l'Egalité des Territoires et du Logement

Monsieur Arnaud MONTEBOURG Ministre du redressement productif

Monsieur Stéphane LEFOLL Ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Monsieur Victorin LUREL Ministre des outre-mer

Membres du collectif signataires de ce courrier

Arles Camargue Environnement et Nature : ACEN . Contre le contournement autoroutier d' Arles
- **Marie-José Taddei**

Association de la Sauvegarde des Coteaux du Lyonnais intercommunale : projets de l'A45 + le
COL - **Noël Collomb**

Association de Sauvegarde du Pays Rhône-Gier : projets de l'A45 + le COL - **Michel Morales**

Association pour le respect du site du Mont Blanc - **Simon Métral**

Collectif Desserte du Chablais Contre le projet de "Désenclavement du Chablais", entre l'A40 et
Thonon-les-Bains (74) - **Anne Lassman-Trappier**

Collectif pour les Déplacements en Béarn, Pour l'abandon du projet routier Pau Oloron (axe E7) -
- **Sylvie Merle-Vignau**

Coordination Anti Contournement de Bordeaux - **Dany Neveu**

COPRA 184 - projet de prolongement de l'autoroute A104 de Mery sur Oise à Orgeval -
Christiane Paravy

DARLY (se Déplacer Autrement en Région Lyonnaise) - **Bernard Thierry**

FARE Sud (Fédération d'action régionale pour l'environnement) - **Jean Gonella**

Sauvegarde des coteaux du Jarez - **Julia Lourd**

SEPANSO-64-FNE - **Michel Rodes**

Société Alpine de Protection de la Nature - **Hervé Gasdon**

Vivre Bien en Aunis, pour l'abandon de l'A831, Fontenay le Comte/ Rochefort - **Nelly Verdier**

Vivre en Trièves contre la poursuite de l'A51- **Anne Parlange**

Avec le soutien de l'APE et son directeur Stephen Kerckhove

Avec le soutien de la FNAUT et son président Jean Sivardière

Avec le soutien du RAC et son président Pierre Perbos